

Compétitivité : le "Grand Bond en arrière" de Jean-Marc Ayrault

Le Gouvernement vient de commettre une faute irréparable pour l'économie française. Après avoir annoncé un "choc" de compétitivité, le Premier ministre vient de déclarer qu'il ne s'agirait que d'une "trajectoire" de compétitivité. Une nouvelle fois, la majorité de gauche recule quand il s'agit de prendre des mesures structurelles, quand il s'agit de réformer. En clair, les mesures attendues ne concerneront que la compétitivité "hors prix", laissant de côté la compétitivité prix c'est-à-dire la baisse du coût du travail.

Or, la situation française est extrêmement dégradée. Les français travaillent 620 heures par an contre 750 heures en moyenne pour les autres actifs de l'Union Européenne. Le coût horaire moyen s'élève à 33 euros contre 28 euros en moyenne en Europe. Cette chute de notre compétitivité s'est traduite par une baisse de la part de nos exportations dans la zone euro : 16 % en 2000 ; 13 % en 2011. Le déficit de la balance commerciale française atteindra en 2012 75 milliards d'euros contre 150 milliards d'euros d'excédents en Allemagne. Le résultat de cet affaiblissement structurel est clair : l'Allemagne a créé en 10 ans 200 000 emplois de plus que la France. Son taux de chômage atteint 6 % contre 10 % dans notre pays. Cette "trajectoire" de compétitivité est en réalité le chemin le plus direct vers le crash économique et vers la perte de nombreux emplois notamment dans le secteur industriel. Seul un Pacte National de compétitivité agissant sur l'ensemble des facteurs qui la composent (baisse du coût du travail ; augmentation de sa durée ; innovation plus efficace ; souplesse accrue du marché du travail ; indépendance énergétique renforcée) pourra permettre le redressement des capacités productives de notre pays et donc la création d'emplois.